



**PRÉFET
D'ILLE-
ET-VILAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 661-1
modifiant l'arrêté préfectoral autorisant la société G. HOCHET TP
à exploiter une carrière de schiste sise au lieu-dit « Les Grévelins »
sur la commune de LES BRÛLAIS**

**Le préfet de la région Bretagne
préfet d'Ille-et-Vilaine**

Vu le code de l'environnement, et notamment ses articles L. 181-14, R. 181-45 et R. 181-46 ;

Vu l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié, relatif aux exploitations de carrières ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 661 du 21 janvier 2009 autorisant la société G. HOCHET TP SARL à exploiter une carrière de schiste sise au lieu-dit « Les Grévelins » sur la commune de LES BRÛLAIS ;

Vu la demande de modification présentée par la société G. HOCHET TP SARL en date du 13 novembre 2018 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 21 janvier 2022 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral complémentaire notifié à la société G. HOCHET TP SARL par courrier recommandé avec accusé de réception le 10 février 2022 ;

CONSIDÉRANT que le projet de modification ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R.181-46 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que les garanties financières ont été mises à jour ;

CONSIDÉRANT que l'exploitation se conduira toujours hors d'eau ;

CONSIDÉRANT que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires les consultations prévues par les articles R.181-18 et R.181-21 à R.181-32 du code de l'environnement, ni la sollicitation de l'avis de la commission départementale de la nature, des paysages et des sites ;

CONSIDÉRANT qu'il est nécessaire de prendre en compte un périmètre actualisé du parcellaire d'exploitation de la carrière et de modifier ses plans de phasage ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant n'a émis aucune observation sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été notifié ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;

ARRÊTE :

Article 1er : Objet de l'arrêté

La société G. HOCHET TP SARL, dont le siège social est situé « 12 avenue René CASSIN » - SAINT-MARC, 56380 GUER-COËTQUIDAN, qui est autorisée à exploiter une carrière de schiste sise au lieu-dit « Les Grévelins » sur la commune de LES BRÛLAIS (35 330), est tenue de respecter dans le cadre des modifications des installations portées à la connaissance du préfet, les dispositions fixées par le présent arrêté préfectoral.

Article 2 : Parcelles cadastrales

Les dispositions de l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral n° 661 du 21 janvier 2009 susvisé, sont modifiées ainsi qu'il suit :

« L'autorisation d'exploiter est accordée sur les terrains suivants :

COMMUNE	PARCELLES CADASTRALES		PÉRIMÈTRE AUTORISÉ
	SECTION	NUMÉRO	
LES BRÛLAIS	ZA	203	11 600 m²
		204	17 360 m²
COMBLESSAC	ZB	11p	2 765 m²
		12p	580 m²
Total périmètre de l'exploitation			32 305 m²

».

Article 3 : Phasage de l'exploitation

L'annexe relative aux plans de phasage de l'exploitation de l'arrêté préfectoral n° 661 du 21 janvier 2009 est remplacée par les plans joints au présent arrêté.

Article 4 : Publicité

En vue de l'information des tiers, le présent arrêté est affiché à la mairie de la commune de LES BRÛLAIS pendant une durée minimum d'un mois et peut y être consulté.

L'arrêté est également publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

Article 5 : Voies et délais de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Rennes, 3, Contour de la Motte, 35 044 RENNES Cedex, ou dématérialisé via l'application « Télérecours citoyen », accessible depuis le site <https://www.telerecours.fr> :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Article 6 : Exécution de l'arrêté

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de l'arrondissement de Redon et l'inspection des installations classées sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur le directeur de la société G. HOCHET TP SARL, et dont une copie sera adressée au maire de la commune de LES BRÛLAIS.

Fait à Rennes,

Pour le préfet,
le secrétaire général,

Le 15/03/2022



Ludovic GUILLAUME